



Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"



Quand le lien social pousse *au(x) jardin(s)*



EDITO

Poussez la porte,
le soleil est à l'intérieur 3

ANALYSE

**Quand le lien social
pousse au(x) jardin(s)**

Des jardins pour cultiver
la solidarité 4

Des jardins pour réinsérer 8

Un Jardin Naturel,
Biologique et Pédagogique
à La Louvière 10

Il était une fois
des jardins solidaires
à Berchem... 13

VIE DE L'ISCO

De nouveaux groupes
ISCO 17

Ouverture
d'un nouveau BAGIC 17

EN RÉGIONS

Il le 1^{er} mai,
la solidarité était
au rendez-vous à Ciney 18

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

«Égalité, en avant TOUTES!»
avec Vie Féminine 19

Fête citoyenne
aux Equipes populaires 20

EN BREF

20

AGENDA

23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Le stress négatif
de l'apprentissage:
comment réagir?



© REPORTAGE PHOTO & 64

Invitation

à entrer...

Symbole capitaliste d'une propriété privée, frontière tangible entre espaces public et privé, parure altière d'une belle demeure, écran de solitude ou de retrait intime, cloison d'une mise au secret ou d'un enfermement, portail d'art pour monument imposant, poterne cachée pour passage discret, barricade protégeant un univers réservé, grille fine invitant à la découverte d'un nouveau lieu, les portes sont à l'image des hommes et des femmes qui les ouvrent ou les ferment, elles ponctuent cette fois votre lecture d'une revue qu'on vous invite à ouvrir largement. ■

Comité de rédaction:

Christian Boucq, Virginie Delvaux,
Perrine Detober, France Huart (coordination),
Florence Moussiaux, Michèle Stessel,
Nicole Tinant

Secrétariat:

Francine Baillet, Rita D'Agaro, Lysiane Mettens

Ont participé à ce numéro:

Nadège Albaret, Christian Boucq,
Philippe Coumans, France Huart,
Nicole Tinant, Samuel Thirion
(Rita D'Agaro et Pierre-Yves Cornélias en appui)

Photos:

Rita D'Agaro, Virginie Delvaux,
Perrine Detober, France Huart,
Lysiane Mettens, Florence Moussiaux,
Luisa Soriano

CIEP communautaire:

Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25
E-mail: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:

Virginie Delvaux
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:

DCL PRINTERS - dcl.printers@skynet.be
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Poussez la porte le soleil est à l'intérieur

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE FF DU
CIEP-ISCO
COMMUNAUTAIRE

Le poète surréaliste belge, Paul Nougé, nous propose cette maxime déroutante qui entrecroque l'intime avec la nature, l'intérieur avec l'extérieur, l'ombre et la lumière. Sans pouvoir vous expliquer pourquoi, cette phrase m'a accompagnée depuis presque 20 ans, dans différents moments de ma vie. Mais cet artiste belge¹, et ça, on le sait moins, était également impliqué en politique. Cette déclinaison artistique et politique n'est cependant pas surpre-

nante, le surréalisme ayant souvent un rapport étroit au politique. Il envisage, par une critique culturelle, une transformation de la société, tout en se révélant résistant à tous les totalitarismes. Dès lors, au lendemain des élections fédérales, nous ne pouvons que souhaiter un peu de ce surréalisme à nos femmes et hommes politiques, pour construire un projet solidaire et juste pour tous les Belges...

Pour en revenir aux surréalistes, savez-vous que certains se sont inspirés de l'artiste Arcimboldo² qui, dans son œuvre majeure «L'homme-potager» (1590), réagissait aux conventions artistiques en représentant une tête d'homme composée de fruits, de légumes, de végétaux symbolisant les saisons ou encore les métiers?

Personnifier le potager, humaniser le jardin! Cet «homme-potager» représente assez joliment le sujet de notre dossier. En effet, ce trimestre, nous vous proposons de découvrir une autre facette des jardins, faisant fleurir de fertiles projets communautaires, de solidarité, de cohésion sociale et de réinsertion.

Mais le jardin permet aussi et avant tout de respirer, se délasser, prendre du temps pour soi, souffler... (Voir notamment *Fiche pédagogique* de ce numéro sur le stress dans l'apprentissage) Alors, votre *Esperluette* sous le bras, les pieds nus dans le jardin, la tête sous le soleil, voilà tout ce que je vous souhaite en prévision de ces vacances estivales! ■



© REPORTAGE PHOTO & 64

1. De père français et de mère flamande... déjà tout un symbole!
2. Peintre italien du 16^{ème} siècle.



Quand le lien social pousse au(x) jardin(s)



© REPORTAGE PHOTO & 64

Cultiver un lopin de terre offre à chacun la possibilité de produire des légumes et des fruits de qualité. Traditionnellement, le jardinage est associé à un loisir pour ceux qui ont du temps ou qui souhaitent décompresser. Aujourd'hui, les multiples potentialités du jardin sont expérimentées un peu partout, par l'associatif et par certaines structures sociales. Collectifs, familiaux, pédagogiques ou solidaires, les nouveaux jardins urbains réinventent l'art de «faire ensemble», d'échanger l'espace et les savoirs, de se rencontrer entre les générations et les cultures, et ainsi de créer du lien.

Le développement d'une meilleure cohésion sociale, de la citoyenneté et d'une attention au développement durable sont aussi des objectifs poursuivis par ces jardins. C'est un outil unique pour faire émerger de la solidarité entre les hommes et favoriser l'équilibre entre Hommes et Nature.

4 Des jardins pour cultiver la solidarité

PAR FRANCE HUART,
CIEP COMMUNAUTAIRE

Différentes images peuvent apparaître au départ de la notion de «Jardin». Généralement, le jardin représente un espace privé où l'on veille à être bien. En milieu urbain, on pense aux parcelles, si-

tuées le long des voies ferrées que cultivent des amateurs, mais aussi aux petits jardins individuels fleuris ou potagers, pelouses, terrasses ou cours verdoyantes. Certains terrains sont spécialement laissés à l'état sauvage pour devenir des espaces naturels. Des jardinières peuvent être aperçues suspendues aux balcons et posées au bord des fenêtres. On peut aussi parler de l'ensemble des espaces publics aménagés et fleuris

par les services verts communaux qui égayent la ville. Les jardins ont ainsi une multitude de facettes.

En milieu rural, le jardin prenait surtout la forme et la structure d'un potager, ou d'un verger. Depuis une dizaine d'années, le jardin occupe dans le paysage urbain et semi-urbain d'autres fonctions que celles qui lui ont été assignées traditionnellement. En effet, il sert de moins en moins à



couvrir les besoins d'une famille, ce qui fut, pendant des siècles, son objectif premier, même si avec la crise, cette fonction réapparaît actuellement, dans les milieux populaires. Dans les espaces consacrés aux jardins, tant dans les banlieues qu'à la campagne, on continue à jardiner, semer et récolter les produits de la terre, mais aussi échanger des graines, des plants et des conseils. Il s'agit moins, désormais, d'assurer la subsistance familiale que de cultiver des rencontres et de la solidarité. Ces jardins se transforment en lieux de repos, de détente et de convivialité pour tous.

© REPORTAGE PHOTO & 64



Aujourd'hui, on pourrait croire à la disparition du jardin productif ancestral, surtout dans les villes. Or, il n'en est rien puisqu'il renaît sous des formes originales. Il devient sujet de recherche et objet de politiques publiques locales. Ainsi, de nouvelles formes et modèles de jardins collectifs apparaissent, dans nos sociétés occidentales. Dans les villes, les jardins se situent à la croisée d'enjeux multiples. En plus de leur valeur symbolique environnementale, ils représentent un élément indiscutable du paysage urbain, une ressource pour l'introduction de la biodiversité, mais aussi «une nature de proximité pour les habitants soucieux de verdure dans leur espace familial»¹. Par ailleurs, ils sont considérés comme de précieux outils «de démocratisation de l'intervention écologique dans l'espace urbain». Ils sont aussi utilisés comme vecteurs d'intégration de populations fragilisées, comme outils de formation et de réinsertion socio-professionnelle pour ces publics².

DES JARDINS OUVRIERS D'AUTREFOIS AUX JARDINS SOLIDAIRES

Les premiers jardins collectifs ou «jardins familiaux», apparaissent au début du XIXe siècle en Angleterre, puis en Allemagne. Sous l'impulsion de l'abbé Lemire³ et dans une optique moraliste et sociale-chrétienne, des jardins ouvriers se développent dans le Nord-Pas-de-Calais, à la fin du siècle. Avec leur parcelle de terre, les ouvriers cultivent leurs propres légumes, diversifient leur régime alimentaire et améliorent leurs conditions de vie. Très rapidement, ce modèle de jardins collectifs se répand en France et en

Belgique. Ils se transforment en «jardins familiaux» après la Seconde Guerre mondiale.

Situé dans les années 80, le renouveau des jardins familiaux est à mettre en relation avec l'intérêt général pour le jardinage. A la fin des années 1990, les jardins collectifs, basés sur le modèle des jardins new-yorkais, apparaissent et connaissent un engouement en France (surtout dans les grands centres urbains particulièrement peuplés). Leur ambition est d'inciter les citoyens à être en contact avec la nature et à favoriser le respect de l'environnement. Ils se donnent aussi pour objectif, en cette période de chômage et de crise urbaine, de favoriser l'intégration de personnes précarisées. En 1992, une Charte urbaine européenne des jardins familiaux est signée. Elle souligne l'apport de ces espaces verts à l'environnement et aux politiques d'aménagement du territoire.

DES FORMES ET DES MISSIONS VARIÉES

En milieu urbain, les jardins collectifs sont de plus en plus considérés comme «de véritables laboratoires de l'agriculture urbaine»⁴. On dénombre une trentaine de jardins solidaires en Région wallonne et à Bruxelles⁵. Chaque jardin a son histoire, ses créateurs et ses modes d'organisation. Certains sont lancés par des particuliers, d'autres par des associations, des organismes de réinsertion socio-professionnelle ou encore des CPAS. Les jardiniers ont tous les âges. Leur origine culturelle et sociale est disparate. Il n'est pas nécessaire d'être un jardinier hors pair pour s'y impliquer, mais simplement avoir envie

d'échange, de partage, de créativité et de solidarité avec les différents acteurs⁶.

Tous les jardins solidaires ont en commun de stimuler le lien social en cultivant la terre et en récoltant ses bienfaits. Généralement, ils ont des vocations différentes: pédagogiques (par l'échange de savoirs autour du jardinage, la sensibilisation à l'environnement, la découverte de la culture biologique), insertion et/ou de cohésion sociale, d'émancipation et de participation citoyenne (par la mise en commun et la gestion d'un espace par un groupe). Ils peuvent aussi être utilisés à des fins thérapeutiques avec d'autres publics.

Poursuivant des objectifs sociaux, les jardins permettent aussi d'aider et d'accompagner la réinsertion socio-professionnelle de personnes en difficulté, de chômeurs de longue durée, d'allocataires sociaux ou des femmes d'origine étrangère analphabètes. Ils se révèlent un excellent outil pour reconstruire avec les personnes fragilisées, un projet de vie et une remobilisation sociale.

En effet, ils permettent une responsabilisation et une valorisation pour des personnes en décrochage ou fragilisées. Cultiver un jardin oblige à «prendre pied avec la réalité et ses contraintes: se lever le matin, organiser sa journée, surveiller la production, entretenir les parcelles, etc»⁷, et donc, à retrouver des liens avec le monde vivant, apprendre à se res-



© REPORTAGE PHOTO & 64

pecter et à respecter l'environnement.

En fonction des objectifs poursuivis, des publics, des lieux d'implantation, des manières de fonctionner, les jardins communautaires portent des dénominations différentes.

- **Les jardins familiaux** sont composés de vastes ensembles de petites parcelles, qui sont cultivées chacune par une famille différente. Ils sont situés en dehors du quartier de leurs exploitants. En échange d'une cotisation annuelle, le jardinier amateur dispose d'une terre pour ses besoins privés, en dehors de tout usage commercial. La proximité et la mixité sociales sont bien souvent des critères recherchés pour attribuer une parcelle à un jardinier. Seul le plaisir du jardinage et la récolte priment⁸. Une autre de leurs caractéristiques est leur fermeture par rapport à l'extérieur. Généralement, ils sont clôturés et, à l'intérieur, les espaces individuels sont spécifiquement délimités.
- **Les jardins partagés, de quartier, communautaires ou solidaires** sont en rupture avec le fonctionnement des jardins familiaux⁹. Ce sont volontairement des «jardins ouverts et néanmoins clôturés», pour pérenniser les aménagements effectués par les habitants¹⁰.

Les jardins communautaires sont des espaces généralement laissés en friche, dans un lieu encore non convoité par l'immobilier, que concède une commune ou un particulier. Les jardins sont aménagés collectivement par des habitants volontaires, qui gèrent, cultivent le même terrain et partagent la récolte. Ce sont des espaces conviviaux de rencontre qui renforcent les liens sociaux, suscitent des rencontres, redynamisent la vie collective du quartier et veillent à réintroduire la biodiversité en ville.

Bien souvent, une charte règle la vie du jardin et engage les jardiniers dans une démarche citoyenne d'appropriation collective, de ges-



© REPORTAGE PHOTO & 64

tion quotidienne du jardin et des espaces communs. L'existence d'un jardin collectif repose sur une dynamique participative. Des réunions de concertation collectives abordent les questions ayant trait à la vie et au fonctionnement du jardin. Un projet de Jardin collectif est un moyen de répondre en même temps aux attentes de lien social des habitants et à leurs aspirations (plus ou moins exprimées) à un contact avec la nature. Ces jardins sont «des lieux d'élaboration de démocratie participative et d'appropriation du cadre de vie»; ils sont aussi «l'illustration concrète d'une volonté d'aménagement durable du territoire, à l'échelle humaine, à l'écoute des besoins de ses résidents»¹¹. Souvent créés en ville, ces jardins existent aussi à la campagne.

- **Le jardin pédagogique ou didactique** constitue un lieu destiné aux enfants et aux adultes pour les éduquer et les sensibiliser à l'environnement et à son importance. Il est confié à des animateurs «scientifiques» et pédagogiques.
- **Le jardin d'insertion sociale** est composé de terrain(s) servant de support à l'insertion ou la remobilisation sociale et professionnelle de personnes vivant des situations d'exclusion sociale. Généralement associé à un organisme public ou

agréé en réinsertion (par exemple les EFT et les OISP), le jardin est conçu comme un outil pour aider à la socialisation et à la construction de projets de vie et/ou de parcours professionnel. Un animateur social accompagne le bénéficiaire dans ce projet.

- **Le jardin de formation professionnelle** sert de lieu d'application des techniques de jardinage enseignées dans un centre de formation.

AU CŒUR D'ENJEUX CIDADINS

En ville, les jardins de type collectif sont bien souvent relégués dans des zones marginales (aux abords d'autoroutes, le long des voies ferrées et des zones industrielles), impropres à toute autre utilisation. Or, introduire un coin de nature dans certains quartiers peut encore apparaître à certains comme utopiste, surtout si cette implantation représente une perte d'espace par les autorités locales et peut faire l'objet d'opérations immobilières. Dans ce cas, ni l'antériorité des jardins, ni leur intérêt social et environnemental, ni le travail réalisé sur le site ne résistent bien souvent à la spéculation et aux pressions des groupes immobiliers. Il est donc généralement difficile de défendre les jardins collectifs en ville lorsque les terrains éveillent l'attention d'un promoteur en quête d'un site de construction potentiellement intéressant.

**«IL POUSSE PLUS DE
CHOSSES DANS UN JARDIN
QUE N'EN SÈME
UN JARDINIER»**

(PROVERBE ESPAGNOL)

Qu'ils soient implantés ou initiés en ville ou à la campagne, les jardins de type collectif révèlent de nombreuses richesses. Depuis quelques années, ils inspirent de nouveaux modèles de solidarité, en faisant pousser toutes sortes de pratiques sociales, culturelles et pédagogiques originales et émancipatrices. Autour de sa création et de son entretien, le jardin devient créateur de liens sociaux: il cul-

tive les échanges et la solidarité entre les Hommes. Toutes les générations s'y retrouvent, quelles que soient leurs origines culturelles et sociales. Il fait aussi naître et croître une attention particulière aux questions de Développement durable: vivre en harmonie avec la nature fait partie du jardinage. Implanter des jardins urbains permet d'agir sur la réintroduction de la biodiversité locale. Par ailleurs, ils représentent aussi un moyen pour lutter contre l'exclusion, ainsi qu'un excellent vecteur d'intégration et de (ré)insertion de publics fragilisés ou précarisés. «Laboratoire des petites utopies où l'expérimentation environnementale et sociale va de pair avec la convivialité et la créativité»¹², le jardin solidaire est «à la croisée des chemins de la cohésion sociale, de l'aménagement urbain, de l'environnement». ■

1. BLANC, N., *Vers une esthétique environnementale*, Paris, Ed. Quae, 2008, p. 89.
2. A ce propos, voir l'article dans cette *Esperluette*, p. 8-9
3. Homme politique démocrate chrétien du Nord, il fonde également l'Alliance française du Coin de terre et du foyer, en 1896, qui est actuellement la Fédération nationale des Jardins familiaux et collectifs (www.jardins-familiaux.asso.fr)
4. CONSALES, J.-N., *Les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone: entre enjeux potentiels et fonctions réelles de l'agriculture urbaine, dans Rives méditerranéennes*, 2003, n° 15 (accessible sur <http://rives.revues.org/index449.html>)
5. DOSSOGNE, I., *Des jardins... solidaires*, Bruxelles, Ed. Question-Santé, 2009.
6. Un *Guide méthodologique* a été publié pour accompagner la création d'un jardin participatif: *Le jardin des possibles. Guide méthodologique pour accompagner les projets de jardins partagés, éducatifs et écologiques*, s.l., Réseau Ecole et Nature Edition, s.d. (version PDF: www.ecole-et-nature.org)
7. VAN ROMPAEY, Ch., *Des jardins pour cultiver le lien social*, dans *En Marche*, 1er avril 2004.
8. BLANC, N., *Vers une esthétique environnementale*, Paris, Ed. Quae, 2008, p. 95; «Les jardins familiaux et communautaires ouverts et néanmoins clôturés» (accessible sur www.habiter-autrement.org/13.jardins/01_jard.htm).
9. BLANC, N., *Op. cit.*, p. 95. Pour en savoir plus: BAUDELET, L., BASSET, Fr. et LE ROY, A., *Jardins partagés. Utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Ed. Terre vivante. L'écologie pratique, 2008.
10. Les plus connus sont des Ajonc (Amis des Jardins ouverts et néanmoins clôturés) www.ajonc.org/
11. POULENARD, S., *Des jardins au cœur de notre cité*, dans *Silence*, n°318-319, janvier 2005, p. 62.
12. BAUDELET, L. e.a., *Jardins partagés. Op.cit.*
13. Cette présentation n'a pas pour ambition d'être exhaustive mais est simplement illustrative de la diversité des initiatives développées autour des jardins.

QUELQUES INITIATIVES¹³

- *Les jardins solidaires*
Le Réseau des Jardins et des Fermes solidaires de Wallonie et de Bruxelles rassemble des associations actives dans le jardinage collectif. Ses missions sont d'une part de fédérer et de dynamiser les acteurs et les activités autour des jardins, et d'autre part, d'animer et de développer ce genre de projets. (<http://rjsol.jimdo.com>)
- *Le réseau Cocagne*
Créés en 1992, *Les Jardins de Cocagne* regroupent, en France, un ensemble de jardins biologiques collectifs à vocation d'insertion sociale et professionnelle. www.reseaucocagne.asso.fr/
- *Le début des haricots*
Créé en 2005, *Le début des haricots* a comme objectif de sensibiliser le citoyen à la protection de l'environnement, et tout particulièrement sur l'alimentation. Ses actions, surtout dirigées vers les milieux plus défavorisés et un public jeune, visent à recréer des liens entre les consommateurs et les agriculteurs locaux. Il est à l'initiative de la création des groupements d'achats solidaires et autogérés de Bruxelles. Ses activités se développent aussi autour de la création de jardins écologiques communautaires ou collectifs en ville ou en périphérie. (www.haricots.org)

POUR ALLER PLUS LOIN

Des films

- «Voyage au cœur des jardins solidaires» de Hervé Brindel du GSARA Disponible au PAC au 02/545.79.11
- «Jardins partagés, à la croisée des chemins de la cohésion sociale, de l'aménagement urbain et de l'environnement», DVD réalisé lors du Colloque «Jardins partagés» du 26 avril 2005 dans le cadre du programme EQUAL - Disponible à Espace Environnement Charleroi - Tél.:071/300.300 info@espace-environnement.be - www.espace-environnement.be

Des sites internet

- <http://rjsol.jimdo.com>: site des Jardins solidaires de Wallonie et de Bruxelles
- www.natpro.be: site de Nature et Progrès
- www.ibgebim.be: site de l'Institut bruxellois de Gestion de l'Environnement (IBGE)
- <http://www.jardinons.com>: site francophone du Réseau du Jardin dans tous ses états. Il propose des liens vers les réseaux régionaux et différents jardins collectifs.
- www.jardins-familiaux.asso.fr: site de la Fédération nationale des Jardins familiaux

Bibliographie

- BAUDELET, L., BASSET, Fr. et LE ROY, A., *Jardins partagés. Utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Ed. Terre vivante. L'écologie pratique, 2008.
- DAVREUX, J.-P., *Jardins solidaires: travailler la terre et reconstruire sa vie*, Analyse Vie Ensemble Education, Bruxelles, Décembre 2007, 7p.
- DOSSOGNE, I., *Des jardins... solidaires*, Bruxelles, Ed. Question santé, 2009 (Coll. Liens sociaux).
- VAN ROMPAEY, Ch., *Des jardins pour cultiver le social*, dans *En Marche*, 1er avril 2004.
- MURAMATSU, K., ROSVORT, J., MONNERET, L. et ANSAY, M., *De Bruxelles (Belgique) à Toyota (Japon)... des gens, des légumes et des fleurs!*, 28 août 2008 (consulté sur www.lebret-irfed.org/spip.php?article242).

Des jardins pour réinsérer

PAR FRANCE HUART,
CIEP COMMUNAUTAIRE

Pour de nombreuses raisons, les jardins, les espaces verts et la gestion de l'environnement au sens large servent d'outils à l'insertion de personnes dites en difficulté et/ou fragilisées, en décrochage ou éloignées du marché du travail. Des associations et des organismes publics s'en sont servis pour mettre en place, parfois depuis des dizaines d'années, des projets de formation et des programmes de redynamisation sociale et professionnelle pour ces publics. La réinsertion peut être de trois ordres: sociale, économique et communautaire.

QUAND LE PUBLIC S'EMPREND DU JARDIN

Initiés par des services publics (communes et CPAS), des projets fleurissent aux quatre coins de Wallonie. Certains existent déjà depuis les années 90, comme «La Ferme de la Vache» à Liège, le «P'tit Coin» à Visé, «Les jardins de Choiseul» aux environs de Tournai.

POUR UN PUBLIC SPÉCIFIQUE

Le jardin est aussi utilisé comme secteur potentiel d'emplois pour certaines catégories spécifiques de travailleurs, notamment les personnes handicapées. En Wallonie et en région bruxelloise, les Entreprises de Travail adapté (ETA) sont ces structures sociales qui emploient majoritairement des personnes handicapées. Elles constituent, temporairement ou définitivement, une manière de les mettre au travail. Parmi les activités et services proposés, l'horticulture et des travaux forestiers occupent une place non négligeable. A titre d'exemple, à Bruxelles, on retrouve «Les jeunes jardiniers» et «la Ferme Nos Pillifs». D'autres projets s'adressent à des publics particuliers: pour les femmes précarisées, analphabètes et d'origine étrangère, «La Bobine» à Droixhe a lancé «Coin de terre communautaire».

LES AID AU CŒUR DES JARDINS

En Wallonie et à Bruxelles, les expériences sont nombreuses et diversifiées (voir le dossier). Certaines permettent l'embauche de chômeurs de longue durée, peu qualifiés. Différentes entreprises d'insertion proposent une formation professionnelle autour de l'entretien et la création

d'espaces ornementaux ou la culture de jardins potagers.

Certaines AID (les Actions Intégrées de Développement¹) se sont ainsi développées autour de l'horticulture, des travaux forestiers et du développement durable². Parmi elles, les AID «L'Escale» et «Soleilmont» sont deux Entreprises de Formation par le Travail (EFT) agréées par la Région wallonne qui utilisent les différentes facettes du jardin pour réinsérer professionnellement et socialement des personnes peu qualifiées ou éloignées de l'emploi³. «L'AID Escale» composée de deux lieux de formation (Enghien et Tournai) propose trois filières, notamment une en horticulture.

Basée sur le site de Monceau-Fontaine à Charleroi, «l'AID Soleilmont» emploie 13 travailleurs et 25 stagiaires. Elle s'articule essentiellement autour de la création, l'aménagement et l'entretien d'espaces verts. Leurs objectifs sont la formation professionnelle de personnes marginalisées, ainsi que leur insertion ou réinsertion sociale et professionnelle. Pour Nicolas Léonard, responsable de Soleilmont, «l'idée d'un centre d'insertion socio-professionnelle est bien de mettre des gens dans une dynamique d'insertion socio-professionnelle et de réfléchir avec eux leurs projets de vie et professionnels. (...) En tout cas, l'EFT est une entreprise en tant que telle, qui doit avoir un marché d'entreprises, mais c'est aussi un centre de formation pour personnes. (...) Le concept d'une EFT repose sur 3 piliers: c'est une entreprise qui organise une formation avec un public particulier. Donc cela reprend le pôle économique, le pôle formation et le pôle social».

Pourquoi choisir spécifiquement les jardins pour former et réinsérer des personnes peu qualifiées et éloignées de l'emploi? Pour Anne Wauthier, directrice d'Escale, cette filière a été développée au début des années 90 dans le Hainaut occidental, car «il y avait une demande d'emploi. Ce sont aussi des compétences qu'on sait acquérir assez facilement. Surtout, si on n'a pas un niveau de base élevé, on sait facilement accrocher et vite évoluer en horticulture»⁴. Benjamin Meurisse, formateur technique à Enghien, précise cette analyse: «Les jeunes sont souvent intéressés par le travail à l'extérieur. Parfois, c'est un travail





© REPORTAGE PHOTO & 64

qu'ils connaissent déjà un peu, le jardinage. Et ce sont des compétences facilement accessibles et accumulables». Pour un stagiaire, l'important est le travail réalisé à l'extérieur et la possibilité de faire un stage en entreprise, qui parfois peut déboucher sur un emploi. À l'AID Soleilmont, une seconde structure spécialisée dans la pose de toitures végétales vient d'être créée, sous la forme d'une entreprise à finalité sociale: l'AID Vert Toit. En plus de diversifier les activités et de s'inscrire dans un dynamique écologique, «Vert Toit» pourrait créer des emplois pour d'anciens stagiaires faiblement qualifiés, qui trouvent difficilement du travail».

La formation au sein des EFT comprend un volet de formation générale et un autre plus technique. Cette formation professionnelle de 18 mois maximum est complétée par un travail productif et concret sur chantier réalisé par le stagiaire, ici autour de la création, l'aménagement et l'entretien de jardins et d'espaces verts tant pour des particuliers, des entreprises que pour des organismes publics. Pour Nicolas Léonard, «le premier pilier de la formation est la formation sur le terrain, en touchant la matière». A Enghien, la formation se déroule selon le même planning, qui varie en fonction des saisons. «Il y a un cours de français, de remise à niveau, vie sociale, une matinée par semaine. (...) Mais il y a aussi tout une approche par thème et sur l'actualité. (...) On apprend aussi, par

exemple, à remplir les feuilles de contribution. Il nous montre comment faire et on le fait ensemble. (...) Et c'est pas mal aussi pour les démarches pour l'emploi. On va souvent au FOREM et à l'ONEM, et à la Maison de l'Emploi, pour essayer de trouver du boulot, des stages, c'est intéressant. Et l'après-midi, c'est cours d'horticulture théorique». Généralement, un jour par semaine est consacré aux apports théoriques. «Et les autres jours, on est à l'extérieur, en stage, ou en déplacement pour les travaux pratiques».

La formation par le travail offre l'opportunité de développer une pédagogie spécifique et adaptée aux stagiaires, basée sur un accompagnement proche, sous la forme d'un compagnonnage, en lien direct avec une pratique professionnelle et avec son environnement socio-économique. Ainsi, dans le Hainaut occidental, Anne Wauthier précise «sur Tournai, on travaille exclusivement chez des particuliers, pour des entretiens à l'année, des plantations, etc. Tandis qu'à Enghien, on a un partenariat avec la commune. C'est un partenariat qui date de 1994. Par le biais du partenariat, une formation en horticulture est organisée au sein du service Espaces Verts de la ville d'Enghien».

A Soleilmont comme à L'Escalé, les équipes sont confrontées aux difficultés vécues par les stagiaires et doivent gérer des tensions. Des lieux de participation et de prise de parole collective ont été mis en place pour



© REPORTAGE PHOTO & 64

permettre aux stagiaires d'apprendre à «se prendre en main». La démarche d'éducation permanente vise à cette responsabilisation des stagiaires, à leur participation et leur autonomie. A Soleilmont, «elle se vit essentiellement au quotidien par tous les échanges qui se passent. Elle se vit aussi par la responsabilité de l'ensemble des acteurs ici au sein de l'AID. Stagiaire ou travailleur, chacun a effectivement bien sa place et chacun a le droit de pouvoir s'exprimer, de pouvoir proposer et a une utilité». Un Conseil coopératif rassemble régulièrement tous les acteurs de la formation pour gérer ensemble le fonctionnement interne. Ce lieu particulier permet à chacun d'exprimer ses préoccupations en lien avec la formation, faire part de remarques et proposer des solutions. «On va dire ce qui va et ce qui ne va pas dans la formation, ce qui peut être bien, ce qui peut être amélioré, ce qui permet d'apprendre plus vite, ralentit l'apprentissage et l'attente du stagiaire, des aspects plus pratiques, par exemple, s'il n'y a pas assez de matériel», comme le souligne un stagiaire. Il est même innovateur dans les pratiques pédagogiques, comme le souligne Nicolas Léonard: «Un processus a été mis en place à l'initiative des stagiaires, sur comment on peut les amener à «Avoir l'œil»? Pour expliquer le concept d' «Avoir l'œil», on imagine que tu es en train de travailler, tu as fini ta tâche, et (...), tu essayes de voir comment tu peux soutenir un autre, (...) c'est prendre l'initiative mais pas au détriment de l'autre». ■

1. WILLEMS, D., *Les AID racontées...*, Bruxelles, Ed. AID, 2001.
2. Il s'agit de Habilux à Bastogne, de Soleilmont à Charleroi, l'Escalé en Hainaut occidental, La Caléstiennne à Beauraing et d'Espace à Ciney.
3. La retranscription des entretiens a bénéficié de l'aide de Rita D'Agaro et de Pierre-Yves Cornélis. Par manque de place, ces interviews n'ont pu être exploitées à leur juste valeur. Une analyse du travail mené en AID autour du jardin sera proposée sur le site du CIEP www.ciep.be.
4. Les citations proviennent des interviews réalisées dans les deux AID auprès des directeurs, formateurs et stagiaires. Qu'ils soient ici remerciés du temps accordé.

Un Jardin Naturel, Biologique et Pédagogique à La Louvière

PAR PHILIPPE COUMANS, CLUB LOISIRS
ET VACANCES DU HAINAUT-CENTRE
ET SAMUEL THIRION,
CIEP HAINAUT-CENTRE

Lancé à l'initiative du Club Loisirs & Vacances (CL&V) de La Louvière, le Jardin Naturel, Biologique et Pédagogique (JNBP), implanté à Haine-Saint-Paul, sera au cœur de cette analyse. Elle s'attachera tout d'abord à décrire son évolution depuis sa création en 2000 jusqu'à aujourd'hui, ensuite à présenter les différents projets connexes qui ont émergé pour répondre aux observations du groupe porteur et aux nouveaux enjeux d'insertion socioprofessionnelle de la région. Une des questions principales sera d'analyser com-

ment le projet est passé de l'utilisation des engrais naturels pour cultiver les topinambours à la remobilisation socioprofessionnelle des demandeurs d'emploi.

Le projet de Jardin Naturel, Biologique et Pédagogique (JNBP) démarre avec la naissance du XXI^{ème} siècle, dans un contexte particulier pour le Club Loisirs & Vacances du Hainaut-Centre. En effet, ce dernier s'interroge sur ses activités comme organisme de tourisme social du Mouvement ouvrier chrétien. Cette réflexion l'amène à déployer de nouvelles actions locales à mener dans le cadre des loisirs actifs et à redéfinir ses missions. Un nouveau projet porteur est alors lancé autour des jardins, en utilisant les terrains de l'Entreprise de Formation par le Travail (EFT) de l'AID de La Louvière, qui émigre alors vers des lieux mieux adaptés.

DES COURS DE JARDINAGE BIO AUX MULTIPLES FACETTES

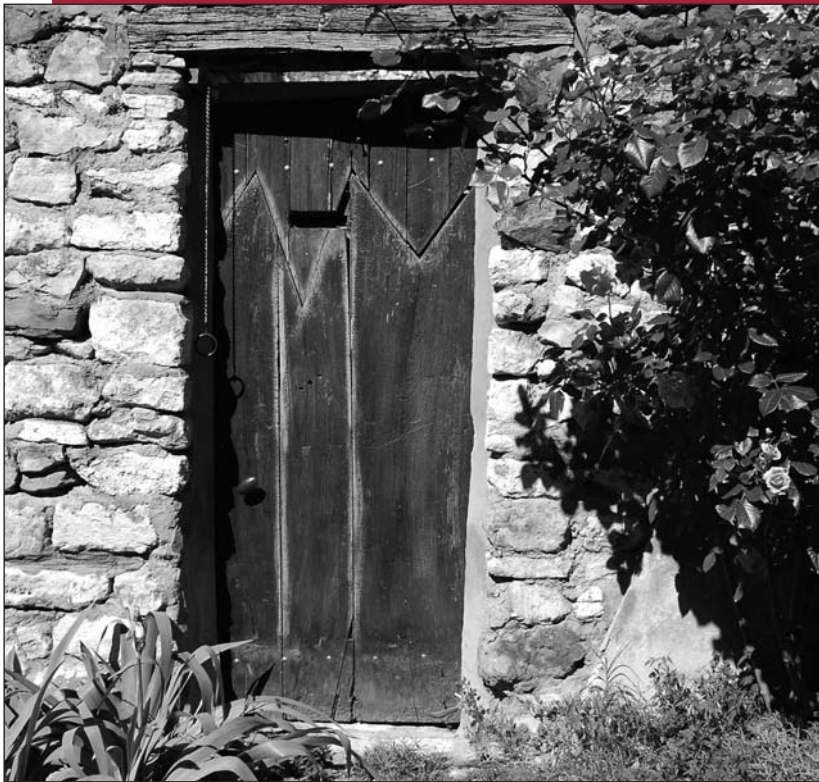
Pour démarrer ce projet et développer des compétences en jardinage, CL&V, jusque-là essentiellement spécialisé dans le secteur du tourisme, recherche un partenariat avec la locale de Nature et Progrès (N&P). Après deux ans de fonctionnement en duo et d'échanges des savoirs, l'équipe s'est sentie à même de voler de ses propres ailes avec le projet de Jardin Naturel, Biologique et Pédagogique à Haine-Saint-Paul.

En mars 2001, la première saison des cours de jardinage est lancée. Cette formation se veut essentiellement pratique, suite au constat que les personnes inscrites avaient par-

fois des connaissances livresques mais, une fois mises en pratique, elles ne donnaient pas toujours le résultat escompté. De plus, l'image ou l'exemple d'un parent jardinant faisant de plus en plus défaut, les participants sont parfois déroutés par les techniques de culture à mettre en place. Les cours se déroulent tous les samedis matins durant la saison de jardinage (mars-novembre). Ils sont assurés par des bénévoles passionnés, ayant une longue expérience du jardin bio. Le côté «*mains dans la terre*» très particulier de cette formation en fait aussi sa force. A l'aube du 10^{ème} anniversaire, plus de 250 personnes ont été formées et sensibilisées au jardinage à Haine-Saint-Paul. Ce jardin a eu un effet démultiplicateur auprès des participants. En effet, certains se sont investis comme bénévoles dans le potager. D'autres ont essayé de démarrer des projets similaires, sous la forme de «jardins partagés» dans un quartier ou autour d'une école. Des structures plus spécialisées ont également été lancées à destination de personnes handicapées, ou pour des personnes âgées en s'implantant à proximité d'une maison de retraite.

Le public des Cours du samedi est intergénérationnel (les plus jeunes ont 18 ans et le plus âgé en a 90!) et est issu d'horizons sociaux différents. Originaires essentiellement du Hainaut, certains jardiniers viennent de Bruxelles et même un du Luxembourg. Quelle que soit la saison, les femmes sont majoritairement très présentes. Elles y manifestent un très grand intérêt pour tout ce qui est jardinage. On constate aussi une de-





© REPORTAGE PHOTO & 64

mande grandissante des mamans d'initier le plus tôt possible leurs enfants au jardinage. On s'est aussi rendu compte de l'importance du rôle social joué par ces cours. Les jardins sont devenus un lieu de rencontre entre les personnes, où des liens et des amitiés se sont tissés.

Parallèlement, ce jardin a été voulu comme un «pôle vert» pour la région du Centre, afin de sensibiliser différents publics à la préservation et au respect de l'environnement, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, en ayant une pratique saine du jardinage. Un autre but poursuivi est d'utiliser le jardin de façon pédagogique, en proposant une éducation au développement durable qui intègre les composantes écologiques, sociales, économiques, culturelles et citoyennes autour du jardin. Un autre axe s'est focalisé sur la diffusion des savoirs: favoriser les échanges de connaissances et d'expériences, aider à améliorer le professionnalisme des bénévoles par de la formation et du perfectionnement. La concertation et la démocratie sont des valeurs prédominantes dans le fonctionnement du JNBP.

«GRAINES DE VIE» POUR REMOBILISER ET INSÉRER

En 2005, le projet initial intègre une nouvelle dimension avec le renforcement de l'axe «Développement dura-

ble» du MOC Hainaut-Centre, en initiant de nouveaux projets. Le développement d'une certaine expertise autour du jardin nous incitait à recourir aux autres potentialités du jardin, en l'utilisant comme outil de formation et de (re)socialisation pour des demandeurs d'emploi éloignés du marché de l'emploi. La finalité était de travailler avec eux pour une meilleure définition de leur(s) projet(s) socioprofessionnel(s).

Suite à un appel à projet du FOREM pour des actions de formation et d'insertion socioprofessionnelle, «Graines de Vie: Cultiver une parcelle de terre, cultiver une parcelle de vie, au rythme du jardin, se mettre en route vers l'emploi Cultiver une parcelle de terre... Cultiver une parcelle de vie» est lancé par le CIEP Hainaut-Centre autour du JNBP. La première saison de «Graines de vie» sera ouverte en mars 2006 et en 2010, la 4^{ème} saison a débuté.

Les objectifs initiaux sont de fournir des outils de resocialisation sociale et professionnelle à des demandeurs d'emploi en rupture par rapport à leur mobilisation socioprofessionnelle. L'outil original utilisé pour atteindre cet objectif est le jardin biologique, en proposant aux stagiaires une formation théorique, pratique et artistique autour du JNBP.

Ce projet fait amplement référence à la symbolique des cycles de la vie, au

rythme de la vie du jardin avec les saisons, en les liant au cycle de remobilisation socioprofessionnelle des stagiaires. «Graines de vie» accueille ainsi, chaque année, 15 stagiaires durant trois mois. Le ressort pédagogique peut être comparé à une roue: les différents cours concourent à une remobilisation sociale et professionnelle. Chaque cours est un rayon qui va au centre. Le projet du stagiaire et le stagiaire lui-même sont mobilisés au centre de cette roue.

DE MULTIPLES POTENTIALITÉS

L'ensemble de la formation active la symbolique du jardinage. Le stagiaire est comme un terrain laissé en friche et il va y travailler pour faire germer un projet de vie et un projet professionnel. Le fil rouge de ce projet est de récolter les fruits du jardin biologique et ceux du jardin intérieur du stagiaire: agir et en même temps se valoriser. Pour beaucoup, le jardin représente un espace antistress, où l'on peut «respirer» et se poser pour réfléchir. Il permet aussi une (re)découverte de la nature. En outre, il peut être un lieu de créations. C'est pourquoi «Graines de vies» est constituée de ces trois parcelles complémentaires:

- **Mobilisation socioprofessionnelle** articulée autour de la détermination d'un plan d'action, de découverte des potentialités de chacun des stagiaires et de la communication, et découverte du monde de la formation et du monde du travail;
- **Découverte de l'environnement:** prendre du temps en contact avec la nature, avec une activité physique à l'extérieur, être dans une activité en groupe; sensibiliser à l'environnement (via la découverte des oiseaux, des insectes, de la flore, de biotopes: mare, prairie sauvage etc.)
- **Création d'une serre artistique** avec la mise en place d'activités et de productions artistiques originales qui visent à une réflexion sur soi, sur ses potentialités et sur les découvertes de celles-ci: prise de conscience de différentes facettes de soi à travers des activités d'ex-

pression artistique qui peuvent être des moteurs d'une mobilisation autre (prise de confiance en soi, positionnement plus clair).

Par ailleurs, le jardin est aussi devenu, pour les stagiaires, un endroit de détente, de rencontre avec d'autres stagiaires. Dans le cadre des activités du CL&V, il est le point de départ d'activités plus ludiques et créatrices de lien social: des excursions et des animations thématiques (une balade cotée aux flambeaux sur le terriil joutant le jardin, une visite guidée nature le long de la Haine, des conférences sur la géobiologie, le jardinage biologique, etc.).

L'implication active des stagiaires est un des défis à relever, surtout avec un public fragilisé et souvent démotivé. En début de formation, des séances sont consacrées aux outils de participation fournissant les premières clés pour le fonctionnement collectif du groupe. Par la suite, des conseils coopératifs et des rencontres sont régulièrement organisés avec des acteurs du terrain de la formation et du monde du travail, comme avec les Equipes populaires, qui ont fait découvrir aux stagiaires des outils d'animation de l'éducation permanente et les thématiques de leurs campagnes. La CSC leur a expliqué les différentes facettes du droit au travail.

UN PUBLIC MULTIFRAGILISÉ

Ce projet a touché un public particulièrement fragilisé, aux caractéristiques globalement homogènes. Les stagiaires présentent des signes évidents de rupture, comme la démotivation, la perte de repères liés aux rythmes professionnels, l'isolement, la perte de confiance en soi, des situations sociales marquées par une précarité certaine. Leur niveau de qualification est relativement faible. La plupart ont vécu un ensemble d'expériences professionnelles particulièrement pénibles (une succession de contrats d'intérimaire, des périodes de chômage, des problèmes de santé). En effet, pour 2008, sur le territoire de la Direction Générale du

FOREM du Centre, 27% de demandeurs d'emploi ont obtenu au maximum le niveau de l'enseignement primaire et secondaire. En plus, 44% sont inactifs depuis au moins deux ans. En outre, leurs difficultés se focalisent sur la définition et la réalisation d'un avenir professionnel concret et réaliste. En lien direct avec ces caractéristiques génériques, ces personnes subissent une pression importante du Plan d'Accompagnement des Chômeurs (PAC) du FOREM, dans un contexte où les emplois non qualifiés sont encore plus soumis à une intense pression marchande (hyperflexibilité, travail temporaire, chasse au travail au noir).

D'AUTRES PROJETS EN CHANTIER

Une collaboration particulière s'est concrétisée avec Alteo¹ pour offrir aux personnes handicapées des ateliers de jardinage hebdomadaires. Un projet de création de jardins en hauteur est aussi en préparation².

D'autres projets sont dans les cartons, comme la réalisation d'une salle polyvalente, comprenant une cuisine qui permettra de préparer les légumes cultivés, ou encore «*De la graine à l'assiette*», un projet de cours de cuisine collective à partir des produits cultivés et récoltés dans le jardin, qui s'inscriraient dans la perspective de «manger sain et peu cher».

VIVRE ENSEMBLE, UNE QUESTION AU CŒUR DU PROJET

Par ces différentes facettes et le public touché, le projet «*Graines de vie*» pose une série de questions et d'interpellations fondamentales sur le vivre en commun aujourd'hui dans une région fragilisée. Quelle identité au travail est possible pour les demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail? Cette identité est en recomposition et les contours de cette recomposition pourraient être: travail au noir, intégration de périodes d'exclusion du droit aux allocations de chômage temporaires, intégration d'une image négative et peu valorisée et développement des compétences peu visibles socialement.



© REPORTAGE PHOTO & 64

Comment travailler avec ces recompositions en lien avec de véritables perspectives d'emploi? Les acteurs de la formation ne sont pas les seuls à (se)mobiliser. Il est évident que ces questions renvoient aussi au rôle social de l'entreprise. Quel rôle les employeurs sont-ils prêts à jouer dans un accompagnement en termes d'apprentissage à la vie en entreprise, autre que les formes d'exploitation dont sont victimes les travailleurs les moins qualifiés? ■

1. Alteo est le service d'aide aux personnes handicapées de la Mutualité chrétienne.
2. Pour plus d'informations concernant ce sujet, voir la publication de Nature&Progrès, «*A chacun sa nature. Jardins accessibles aux personnes à mobilité réduite*», Jambes, Ed. Nature&Progrès, 2004, qui fournit notamment de nombreux conseils pratiques.



Il était une fois des jardins solidaires à Berchem...

PAR NADÈGE ALBARET,
ANIMATRICE-DIRECTRICE
DU CENTRE CULTUREL LE FOURQUET
DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE

D'ÉTAPE EN ÉTAPE...

Pourquoi un Centre culturel, comme le Fourquet de Berchem-Sainte-Agathe situé en région bruxelloise, s'est-il engagé dans la culture de la terre?

Tout d'abord, cette orientation est le fruit de la concordance d'une série de volontés, d'opportunités et de questionnements, mais également la déclinaison d'un type de participation initiée par Le Fourquet depuis sa création en 1997. Mais plus fondamentalement, elle s'inscrit dans une réflexion sur des questions de société, le développement durable au sens large et une mutation du type d'engagement du public du Centre culturel. En effet, le développement durable composé d'un triple pilier écologique, économique et social, nécessite, avant tout, un changement de comportements. De plus, la culture étant devenue ainsi son quatrième pilier, Le Fourquet s'est très rapidement positionné comme acteur de changement dans le développement durable, en proposant des acti-

tivités invitant chacun-e à s'informer sur nos actes, à se former, à réfléchir, à débattre des solutions à proposer et à échanger sur ces changements sociaux, économiques et culturels.

À L'ORIGINE: UNE VOLONTÉ DE PARTICIPATION DE TOUS

Très proches de l'esprit du Décret des Centres culturels¹, les fondateurs et, depuis lors, l'ensemble des acteurs du Fourquet ont placé la participation de tous et toutes au cœur de la construction de «leur» Centre culturel et de ses activités. Les principes de la démocratie culturelle étaient palpables dans le fonctionnement des instances, mais surtout, par la mise en place par Le Fourquet de processus de créations sur le long terme avec les Berchemois. Le public du Centre est ainsi mis en position non de consommateurs, mais d'acteurs réellement critiques, de créateurs de différentes formes culturelles dont les résultats procurent une légitime fierté. Leur rencontre avec des artistes professionnels permet non seulement des apprentissages artistiques, de savoir-faire nouveaux, mais également des déplacements dans la manière d'appréhender l'art et la société. Ces dix années d'expériences ont permis de créer, selon les dires des participants, «un climat de confiance propice aux initiatives nouvelles et citoyennes». Le Centre culturel grandit tant au niveau de son équipe, mais également de son espace; il se remet en question, initie de nouveaux projets, essaie de partager ses expériences réussies, mais tire aussi des enseignements de ses échecs.

Bref, quel est le lien avec les jardins solidaires? Pour permettre un jeu de mots facile, on pourrait dire que cette histoire n'aurait pas pris racine si les Berchemois ne reconnaissaient pas au Fourquet un terreau fertile où tout est possible...

UNE VOLONTÉ DE PARTAGE, DE CRÉATION DE LIENS SOCIAUX AUTOUR DES SAVOIRS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

En 2000, un Réseau d'échange de savoirs (RES)² a été lancé au sein du Fourquet. Généralement initié au départ de structures plutôt sociales, le Réseau du Centre, mieux connu sous le nom d'*Entrelacs*, poursuivait deux objectifs principaux: renouer avec le principe de la gratuité des échanges et sonder le public berchemois en termes de besoins d'apprentissage et de ressources en compétences diverses et variées. C'était aussi une manière originale de faire connaissance avec le terrain via une initiative généreuse. Ce RES a pris la forme d'une multitude de clubs d'échange de savoirs collectifs ou d'échange de savoirs individuels. Après dix ans d'activités, plus de 300 personnes gravitent aujourd'hui au sein de ce réseau. Il comble un réel besoin en termes de renforcement de liens sociaux et de valorisation d'individus. Il est aussi à l'origine du projet des jardins solidaires, initié au départ de deux occasions particulières. Tout d'abord, une rencontre collective et conviviale entre «clubs» a mis en évidence une volonté d'échanges autour de la culture agricole, de la cuisine, de la connaissance des légumes et fruits de saison, de trucs et ficelles pour être davantage en phase avec la

nature. D'autre part, le Club des lecteurs du «*Monde diplomatique*» a organisé un débat sur l'alimentation durable et a enchaîné avec une séance sur le thème de la décroissance... Ces deux moments ont connu un franc succès.

DE NOUVEAUX QUESTIONNEMENTS

Depuis dix ans, les questions de développement durable, comme la mobilité, la qualité de la vie, le mode de production et de consommation sont au cœur des préoccupations du public de plus en plus nombreux du Centre. Ces questionnements sont devenus les moteurs de nouvelles mobilisations collectives. Après un premier débat sur ces thématiques d'actualité, les participants ont voulu continuer la réflexion, mais surtout agir vite, là où ils étaient, avec les moyens qui étaient les leurs. Sans être un mouvement d'éducation permanente en soi, le Centre culturel a aussi dans ses objectifs d'ouvrir à ces opportunités, de donner les possibilités de coordonner et de mettre en relation les différents acteurs... Dès lors, dans un premier temps, la première initiative s'est concentrée autour de la création d'un Groupe d'Achat Solidaire (GAS)³, autour d'une vingtaine de familles. Aujourd'hui, il est devenu autonome et vient même de donner naissance à un second groupe local.

UN LIEN AVEC LE PASSÉ MARAÎCHER? UNE MODIFICATION DU PAYSAGE VERT DE BERCHEM?

Dans le paysage bruxellois, Berchem-Sainte-Agathe a l'image d'une commune très verdoyante, au passé rural affirmé. Elle était le potager de la capitale, de nombreux noms de rues en témoignent encore aujourd'hui. Berchem fait partie intégrante de la région de Bruxelles-Capitale et subit progressivement des phénomènes d'urbanisation auxquels elle doit s'adapter et peut-être même y accorder plus d'énergie qu'une autre commune du Centre-Ville. Les deux Centres culturels locaux, le francophone et le néerlandophone, ont décidé aussi de «sortir» une action culturelle

de leurs murs et d'aller parader ensemble au Centre-Ville lors de la Zinneke Parade. «*A table!*», le thème de l'édition 2010 était porteur. Ainsi, en référence à l'identité locale, les Berchemois ont très logiquement choisi de décliner leur déguisement sous le signe du «*potager*»! Néanmoins, avec beaucoup d'humour et de dérision, plus de 95 personnes se sont retrouvées pour faire la révolution stoemprière sur la Grand-Place de Bruxelles et pour réaffirmer leur volonté de remettre en question les valeurs capitalistes de production et de consommation, souvent plus visibles en milieu urbain.

UN NOUVEAU TYPE D'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Structurellement, le Centre culturel est, bien entendu, représentatif du tissu associatif et politique de la commune. Des associations connues de tous y sont présentes via leur représentant. Malheureusement, ce n'est pas toujours au travers de leurs actions que les préoccupations des habitants et les démarches proches de l'éducation permanente peuvent être mises en évidence. Par ailleurs, de nouvelles formes de regroupements voient le jour au niveau local et, par là, de nouveaux types d'engagement. Des individus se réunissent autour d'une question de société et la défendent. D'horizons très différents, ils ne se rattachent pas à une association ancienne ou à des valeurs instituant, mais se réunissent simplement autour d'une action concrète qui leur semble essentielle. Ils veulent alors inventer et initier des projets pour changer les choses à leur niveau. Pour cela, il est nécessaire de définir des règles de fonctionnement entre eux, afin de garantir et pérenniser leur(s) action(s). Dans la plupart des cas, la structuration ne se fait pas sur un mode de hiérarchie et de pouvoir. L'engagement au travers d'une telle expérience particulière a amené un nombre d'entre eux à s'investir, avec une énergie nouvelle, dans les instances de décision du Centre.

UN AGENDA 21 SUR LA COMMUNE

Issu de la Conférence de Rio de 1992, l'Agenda 21 est un ensemble de recommandations concrètes et un programme stratégique de dévelop-

pement durable pour le XXI^{ème} siècle. L'Agenda 21 local offre un cadre à «*toutes les collectivités locales pour qu'elles instaurent un dialogue avec les habitants, les organisations locales et les entreprises privées afin d'adopter un programme Action 21 à l'échelon de la collectivité*»⁴. Ainsi, toutes les villes et collectivités ont été invitées à élaborer un Programme d'actions au niveau local et mettre en œuvre les concepts de développement durable.

C'est ainsi qu'en 2009, la commune de Berchem-Sainte-Agathe s'est lancée dans un processus d'Agenda 21 local⁵. Dès la soirée de lancement sur l'Agenda 21, Le Fourquet s'est positionné directement comme un acteur proactif dans ce travail et a placé la Culture au cœur des débats politiques, se basant sur le constat aujourd'hui pleinement reconnu que la dimension culturelle, tant par son processus que par la nécessité de transformer les habitudes culturelles, est centrale dans la démarche de développement durable.

Fort de sa dynamique et de ses réseaux, le Centre a facilement réuni des groupes de réflexion pour élaborer le diagnostic de départ du processus. D'une manière générale, les Berchemois apprécient la participation et les groupes d'actions solidaires... Un constat local a directement entraîné une remarque qui a sauté aux yeux de beaucoup d'habitants et a motivé leur envie d'agir: la construction massive de nouvelles habitations sur la commune a eu un effet non négligeable sur la perméabilisation des sols: la disparition des prairies, des champs et des cultures qui faisaient partie du paysage de la commune.

LES GRAINES PLANTÉES, LE PROJET DES JARDINS SOLIDAIRES ÉTAIT MÛR

Toute cette effervescence de réflexions et d'échanges avait besoin d'un ancrage très concret dans un nouveau type de projet fédérateur. Le Fourquet a, dès lors, proposé une première réunion sur l'opportunité de lancer un projet de jardins solidaires à Berchem: vingt personnes très motivées étaient au rendez-vous! On y retrouvait des jardiniers en herbe ou professionnels, des enthousiastes, des familles, des aînés, des jeunes! Lucrèce Monneret, animatrice au PAC et expérimentée dans la naissance



© REPORTAGE PHOTO & 64

de «jardins solidaires», est sollicitée pour encadrer le projet.

Poursuivant traditionnellement un objectif de réinsertion de public fragilisé, les projets de jardins sont souvent initiés et/ou rattachés à une structure sociale. Ils sont également très nombreux et prennent des formes très variées. Celui lancé par Le Fourquet s'adaptera au terrain, à la réalité, au profil des premières personnes motivées et surtout aux préoccupations «politiques» qui étaient, dès sa création, très présentes. Le Centre culturel essaie de garder un rôle de facilitateur afin de garantir une réelle initiative citoyenne, autonome et auto-gérée par les membres.

AUJOURD'HUI: TROIS OBJECTIFS SIMPLES ET UNE TERRE MISE À DISPOSITION

Le groupe de départ a défini ses motivations, puis les objectifs à court terme. Parmi ceux-ci, le premier est de s'approprier le jardin du Viool, ce terrain est celui d'une ancienne brasserie typique bruxelloise, devenue propriété de la commune. Situé idéalement en face du Centre culturel, cet espace communal a été mis à la disposition du projet pendant trois ans. Il deviendra un lieu de convivialité, d'expérimentation et d'apprentissage idéal...

Partir d'une terre mère et essaimer. Faire de ce jardin solidaire un moment précieux, communautaire, didactique, pédagogique, du «faire ensemble»... Trouver du sens au-delà de la culture des légumes, apprendre, créer des liens, se délasser, manger sain, retourner à la terre, prendre le temps de parler avec son voisin, in-

venter du collectif, créer quelque chose de beau, avec un plus artistique. Un ensemble de projets va émerger du groupe de départ autour de ce terrain du Viool. Ainsi, le groupe s'est attelé à rendre «disponible» le terrain du Viool, en l'aménageant et achetant les outils nécessaires tout d'abord... Dans un second temps, la volonté est de donner les moyens aux jeunes motivés et sensibilisés de s'approprier le projet. Dans ce cadre, un subside de 4000 € est accordé par le Bureau Soutien Jeunesse (BIJ)⁶ pour ouvrir un stage à d'autres jeunes du quartier durant les vacances d'été. Trois phases structurent donc ce deuxième projet: mettre les pieds et les mains dans la terre; ouvrir les imaginaires, organiser les règles de fonctionnement d'un projet collectif; enfin, ouvrir un espace pédagogique articulé autour de ces aspects. Ce dernier point fait le lien avec l'aspect durable d'une telle initiative par des séances d'information/formation sur la pratique autour des jardins, ou encore via une réflexion autour des jardins d'ici et d'ailleurs en fonction des Cultures représentées au sein du groupe.

D'autres jardins désaffectés suite à des analyses ayant décelé des pollutions de sol sont mis à disposition par l'IBGE⁷, pour constituer des espaces potagers collectifs. Un nouveau projet naît alors avec un nouvel objectif: étudier les raisons de ces pollutions, mais surtout les manières de les dépolluer de manière écologique. Dans une dynamique d'action, le groupe fait alors appel à des experts, s'informe et se forme pour développer un savoir-faire nouveau.

D'autres pistes s'ouvrent avec enthousiasme et ardeur, mais aussi avec rigueur et pragmatisme: trois personnes se sont ainsi inscrites à une formation d'apiculteur en vue de développer l'installation de ruches dans la commune, en commençant par ces jardins. Des projets d'extension sont déjà évoqués pour créer dans d'autres quartiers de logements sociaux des jardins susceptibles de fournir de nouveaux lieux d'apprentissage et de production de légumes aux jeunes peu qualifiés.

QUEL(S) LIEN(S) AVEC LE CENTRE CULTUREL?

Les jardins solidaires offrent un espace qui recoupe fondamentalement les objectifs culturels, participatifs et citoyens portés par un Centre culturel dans la société actuelle.

A Berchem, les jardins sont devenus des espaces multifonctionnels et multirelationnels qui possèdent les caractéristiques et les potentialités intéressantes:

- de partage de savoirs entre individus et donc d'une identification, une valorisation et une pédagogie pour ce faire;
- de pratique et d'expérimentation qui passent par de l'agir et dépassent donc le simple usage du verbe et donc des langues. La rencontre entre communautés linguistiques s'avèrera plus aisée autour de l'action que de la réflexion;
- de création d'un vivre ensemble avec sa nécessité de définition des règles qui régissent le travail de tous, les réponses aux envies et besoins de chacun-e, le rythme, mais également la distribution de la production;
- de réflexion, d'information, de sensibilisation qui, à partir de questionnement sur la culture, dépassent et rejoignent des préoccupations plus générales liées au développement durable;
- d'action concrète, de mobilisation au-delà des réflexions sur la préservation des ressources et la biodiversité qui paraissent parfois éloignées du citoyen;

- pour renouer avec les principes d'une production, d'une action menée par tous au profit de tous qui remet en cause le principe d'individualité présent dans la société actuelle;
- où les citoyens sont obligés de rentrer en dialogue avec les pouvoirs publics afin de négocier une collaboration (rappelons que le terrain est une propriété communale et, dès lors, nous oblige à dialoguer au moins avec les autorités propriétaires,...);
- riches en possibilités de développements divers permettant des partenariats institutionnels, notamment avec les écoles (projet pédagogique), la bibliothèque, le CPAS (projet de réinsertion professionnelle des usagers...);
- permettent de mieux comprendre le passé, les racines, l'histoire de la commune, dans laquelle on est acteur et/ou habitant.

FOCUS SUR LES «JARDINS SECRETS»

Il y a quelques années, Benoît Schoonbroodt, l'actuel échevin de la Culture à Berchem, a pris une série de photographies de jardins de la commune. Selon lui, la diversité des jardins berchemois (romantiques, contemporains, jardins intérieurs, jardins de senteurs...) méritait d'être valorisée.

Peu de temps pouvait être consacré pour poursuivre ce projet, même si son idée est restée: les Berchemois recèlent des trésors cachés dans leur jardin. Une collaboration s'est alors construite avec Le Fourquet autour de ces jardins secrets, avec l'objectif et l'envie de les rendre visibles. L'idée initiale était de les montrer (même dans l'anonymat), d'inviter chaque propriétaire à présenter son aménagement, son style, son «âme». La collaboration s'est ensuite étendue à la Bibliothèque francophone avec la mise à disposition de livres sur les thématiques du jardin et du secret, mais aussi par la mise sur pied d'un stage de photographie et d'écriture. En effet, chacun construit son jardin selon ses désirs, sa représentation

du paradis et de la nature. Par exemple, pour certains, le jardin peut se révéler un havre de paix, une source d'anti-stress. Le jardin est à la croisée des chemins entre le naturel et le culturel. La thématique du secret est aussi un élément intéressant, qui peut se décliner à travers diverses animations: une conférence, un atelier häikus, etc. On peut également aborder des thématiques sous-jacentes au jardin, comme l'eau, les cycles, le respect de la nature, la réalisation de compost, etc.; toutes permettent d'initier de nombreuses activités intéressantes et citoyennes au niveau local.

Petit à petit, la forme de ce projet s'est précisée, avec un recueil de photographies, de textes et de témoignages. Peut-être cette publication sera-t-elle inaugurée par un parcours découverte des jardins dans la commune?... Concrètement, depuis 2009, le projet a été lancé. Un photographe professionnel, Bertrand Castay, a été sélectionné. Une dizaine d'habitants de jardins se sont engagés dans ce projet. Leurs dix-huit jardins ont été visités et photographiés. Un stage de photographies et d'écriture (avec Vincent Tholomé, écrivain et Dominique Gastout, photographe) en lien avec le projet a été mené durant l'été. Chacun-e était invité-e à aller deux à trois heures par jour dans un jardin privé, y poser son sac, ses affaires, et prendre le temps de respirer, de papoter et de rencontrer les propriétaires, ainsi que de faire connaissance avec les gens et les lieux. Puis, retrouver les autres stagiaires et partager avec eux les rencontres pour confectionner ensemble un carnet de photographies et de textes impressionnistes.

Aujourd'hui, le propos de la publication s'oriente de plus en plus précisément vers «le lien entre un jardin et son propriétaire», en souhaitant mettre l'accent sur les aspects personnels et particuliers propres à chacune de ces parcelles à ciel ouvert, en ayant recours à des photos de famille, en insérant des phrases de propriétaires, des prises de vue de la famille,... Cette publication ne sera pas un catalogue de propriétés, mais un recueil de sensibilités, de points de vue, de parterres uniques, de bols d'air échangés, d'humeurs croquées, de terrasses vertes, d'anecdotes et de souvenirs sur l'herbe⁸.

EN CONCLUSION

Les expériences et projets menés autour du thème du Jardin par le Centre culturel de Berchem mettent en évidence les liens entre culture et culture potagère, entre culture et nature. Les projets des jardins solidaires ont tout leur sens dans le travail mené par une institution culturelle au niveau local, mais ils restent néanmoins une étape, une déclinaison d'un projet pour et par les citoyens, au croisement d'apprentissages de savoir-être, de savoir-faire et de vivre ensemble, et au cœur des préoccupations actuelles de notre société. Bref, le jardin peut être un projet central pour la culture, mais aussi un objet d'action concret et d'action citoyenne développé par un Centre culturel. ■

1. Le Décret des centres culturels de la Communauté française voté en 1992 et modifié en 1995 reconnaît et subventionne les centres culturels en fonction des activités exercées dans les domaines suivants: la diffusion artistique et la mise en valeur du patrimoine, le développement d'activités d'éducation permanente et de formation; le travail sur les identités collectives, la création artistique, la communication et la promotion, la créativité et l'expression, ainsi que l'aide service aux associations.
2. Les réseaux d'échange du savoir (RES) sont nés dans les années 70 en France et, très vite, cette initiative a essaimé en dehors des frontières de l'hexagone. Le principe des RES est à situer au-delà de l'échange de biens ou de services (SEL). «L'échange de savoir offre une réelle valeur ajoutée, quelque chose d'insaisissable, d'impalpable et pourtant si souvent indispensable: le savoir-faire de chaque homme». Aujourd'hui, une quinzaine de RES sont actifs à Bruxelles et en Wallonie. Pour en savoir plus sur les SEL, lire l'article de DUPONT, Ch. et DELVAUX, J., «Un peu de SEL dans votre vie», dans *En Marche*, 20 mai 2010, p. 7.
3. Les Groupements d'Achat solidaires sont des structures autogérées de citoyens qui s'associent avec un producteur local pour regrouper et distribuer de manière collective des biens produits. Leur existence se base sur «l'engagement de ses membres qui cherchent ainsi à développer leur autonomie (organisés en collectif autonome) et celle des producteurs avec lesquels des partenariats sont établis». Pour plus d'informations, consulter les sites du Débuts des Haricots (www.haricots.org/gas) et du Réseau des Groupes d'Achat solidaires de l'Agriculture Paysanne de Bruxelles (<http://gas-bxl.collectifs.net>)
4. Pour en savoir plus sur l'Agenda 21 local: LAMBERT, L., *Agenda 21 Local: un engagement communal sur la voie du développement durable, Etude ETOPIA*, 2005. (Consultable sur www.etopia.be/spip.php?article215)
5. Pour des infos sur le projet d'Agenda 21 de Berchem, voir www.lefourquet.be/content/view/412
6. Le Bureau Soutien Jeunesse (BIJ) a pour objectif le soutien technique, pédagogique et financier aux projets d'échange et de formation des jeunes de Wallonie et de Bruxelles. Pour plus d'informations: www.lebij.be
7. L'IBGE est l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement. En d'autres termes, c'est l'administration de l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour plus d'infos, voir www.ibgebim.be
8. Pour en savoir plus sur le projet «Jardins secrets», contacter le Centre culturel Le Fourquet Place de l'Eglise 15 1082 Berchem-Sainte-Agathe Tél.: 02/469.26.75 - www.lefourquet.be

Nouveaux groupes ISCO en septembre

**Une formation d'adultes basée sur votre action
 Votre action renforcée par la formation**

L'ISCO propose une formation d'«animateur en action collective politique, culturelle et sociale» d'une durée de 4 ans. Elle offre des outils pour appuyer l'action et soutenir les citoyens afin de devenir des acteurs de changement pour un monde plus juste et plus égalitaire, tout en tenant compte des mutations actuelles au niveau sociologique, économique, politique, idéologique et institutionnel.

Cette formation vise à promouvoir:

- l'autonomie des personnes et l'émancipation des groupes, dans une optique de citoyenneté responsable, critique et solidaire;
- la capacité d'agir comme acteur sociopolitique et d'inscrire son action dans un mouvement social;
- Plus d'égalité et de justice économique, sociale, culturelle et environnementale.

Cette formation est destinée aux adultes qui souhaitent:

- Acquérir un regard critique et constructif sur le monde qui les entoure et posséder des outils d'analyse;
- Mieux comprendre en décodant les enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels à la fois proches et globaux;
- Maîtriser les savoirs utiles à l'action;
- S'engager dans une formation collective et participative.

Cette «nouvelle formule» ISCO se base sur la construction de savoirs collectifs à partir de méthodes participatives et en groupe. Il n'y a pas d'exigence de diplôme au départ.

DEUX NOUVEAUX GROUPES DÈS SEPTEMBRE

A Bruxelles

Les cours auront lieu en journée le jeudi (en Congé Education payé) et en soirée, le mardi. Des périodes de travail en «sous-groupes» seront aussi planifiées. Deux WE et une période de stage sont également au programme.

La formation démarrera le WE du 2 et 3 octobre 2010. Des séances d'information sont prévues aux dates suivantes:

- mercredi 1 septembre de 18h à 20h
- lundi 6 septembre de 12h30 à 14h30

Le test des prérequis en expression écrite et en mathématique aura lieu le mercredi 30 juin de 18h à 20h et le vendredi 3 septembre de 20h à 22h.

Des modules de remise à niveau seront organisés les mercredi 8 septembre de 18h à 21h et vendredi 10 septembre de 18h à 21h

LIEU: MOC DE BRUXELLES 19, RUE PLÉTINCKX 1000 BRUXELLES (5E ÉTAGE)
 INTÉRESSÉ-E?

S'ADRESSER À NATHANAËLLE ADAM AU
 02/557.88.39

MAIL: NATHANAELLE.ADAM@MOCBXL.BE

A Verviers

Des séances d'information sont organisées afin d'informer au mieux sur les objectifs, les cours, les méthodes de cette formation:

- Les 10 et 21 juin à la CSC (Pont Léopold, 4/6 à Verviers)
- Le 29 juin au MOC (rue du Centre, 81 à Verviers)

INTÉRESSÉ-E?

CONTACTEZ MICHELINE PAQUAY AU CIEP-MOC
 RUE DU CENTRE, 81 - 4800 VERVIERS
 TÉL.: 087/33.77.07

MAIL: MICHELINE.PAQUAY@MOC.ESPACE28.BE

Ouverture d'une nouvelle formation **BAGIC** 2010-2012

Comme chaque année, le CIEP ouvre une nouvelle session de formation de coordinateurs de projets culturels et sociaux.



Reconnue par la Communauté française sous le titre de «BAGIC», cette formation s'adresse aux personnes soucieuses d'enrichir leurs expériences d'animation par l'acquisition de compétences professionnelles, selon une démarche d'éducation permanente mêlant expérience supervisée, apprentissages théoriques et méthodologiques dans un processus participatif et de groupe.

La formation de 2 ans se déroule le lundi, à Namur et démarrera le 18 octobre 2010. L'inscription se fait suite à un entretien préalable.

RENSEIGNEMENTS:

COORDINATEUR CHRISTIAN BOUCQ
 0477/53.00.28;

FRANCINE BAILLET 02/246.38.41

COURRIEL: BAGIC@CIEP.BE

VOIR AUSSI NOTRE SITE HTTP://WWW.CIEP.BE

Le 1er mai, la solidarité était au rendez-vous à Ciney...

PAR MARIE TROOSTER,
PERMANENTE CIEP-NAMUR

Chaque année, une région différente organise le Cyclo-Solidaire, le «temps fort» de l'ONG Solidarité Mondiale. Le 1er mai dernier, la Fédération de Namur a pris en charge ce grand rassemblement qui, cette année, avait lieu au même endroit et en même temps que le casting pour le «Ravel du Bout du Monde» organisé, quant à lui, par Vivacité.

Nombre de militants ou sympathisants du MOC et de ses organisations étaient présents pour soutenir l'ONG. Leur présence était donc un réel encouragement et un soutien dans ce travail pour la justice et le développement que Solidarité Mondiale mène en solidarité avec tous ses partenaires du Sud. Cette journée était

également le moment de clôture de la campagne menée depuis février, conjointement par les CIEP et Solidarité Mondiale autour de la mondialisation des droits sociaux.

C'était l'occasion pour chacun de trouver, au fil de cette journée, des activités à son goût, dans une ambiance conviviale et festive: des parcours à vélo pour sportifs ou en famille, des balades pédestres à la découverte du Condroz et de la ville de Ciney, des concerts (Djembe Mitoussa, Marka y la Sonora cubana, Chapeaux Bas), des animations pour enfants, un château gonflable, des initiations salsa et, enfin, un délicieux repas préparé par le Perron de l'Illon. La journée s'est, en effet, déroulée dans une grande convivialité. Certains candidats au casting du Ravel ont, d'ailleurs, préféré abandonner le concours qui les aurait emmenés à Cuba pour participer à nos activités!

LA CONVIVIALITÉ EN CLÔTURE DE LA CAMPAGNE

Mieux faire connaître Solidarité Mondiale de façon conviviale, tout en récoltant de l'argent pour les projets des partenaires soutenus à travers le monde, étaient les deux objectifs prioritaires visés par ce «temps fort» annuel. La mission a, d'ailleurs, été complètement remplie. Les stands des associations (UCP, Vie féminine, Solidarité Mondiale, JOC, Des vélos pour le Congo,...) présentes sur le site étaient fortement sollicités et ont attiré les passants. Quant aux moments conviviaux, ils n'ont fait que se succéder. Le bilan est donc très positif!

En outre, cette journée était placée sous le signe de la solidarité internationale en soutien aux projets de nos

partenaires du Sud, ceux-là qui nous (ré-)apprennent ce qu'est le combat social, l'engagement et le militantisme. Nous tenions d'ailleurs encore une fois à les remercier de nous avoir rejoints à Ciney, mais surtout pour les luttes qu'ils mènent chacun dans leur pays. Même si les réalités ici et là-bas paraissent a priori différentes, les problèmes se ressemblent. Notre responsabilité vis-à-vis du Sud est d'abord collective mais elle est aussi individuelle. Chacun a la possibilité d'ajouter sa pierre à l'édifice d'un monde plus juste et solidaire et de poser chaque jour un acte politique et citoyen. Le travail décent n'est pas un objectif mais un droit fondamental. Si le 1er mai était la fête du Travail, le 1er mai sera toujours, pour nous, la fête du travail décent.

C'est pour cela qu'on vous invite (si vous ne l'avez pas encore fait) à signer la pétition qui demande que **le travail décent soit la règle pour tous: aidez-nous à enfoncer le clou!**

www.solmond.be/Petition-pour-la-liberte-d?var_recherche=enfoncer%20le%20clou

Pour vous rendre compte de toutes les actions menées de février à mai à Bruxelles et en Wallonie, pour exiger la mondialisation des droits sociaux, nous vous proposons de visionner le film de la campagne «Win for all», disponible sur:

www.youtube.com/watch?v=eTRuhg9B5N4

Nous comptons d'ores et déjà sur votre présence le 1er mai 2011 à Verviers! ■

Pour terminer, profitons de cet article pour remercier du fond du cœur toutes celles et tous ceux qui ont permis que cette journée se déroule si bien: le groupe de travail qui a œuvré dans l'ombre plusieurs mois pour que cette journée soit une réussite, l'équipe du Ravel du Bout du Monde qui nous a aidés à promouvoir notre événement, les militants et les membres du personnel du MOC et de ses organisations qui ont assumé des tâches diverses au fil de la journée. Cette journée n'aurait pas non plus été un succès sans la C.S.C. Namur-Dinant et la Mutualité Chrétienne de Namur, MD Assurances et EPC Famiglia à Ciney pour leur apport financier ainsi que la Ville de Ciney pour son soutien logistique et financier.





«Egalité, en avant TOUTES!» avec Vie Féminine

Egalité... En avant toutes!

Après deux années d'échanges et de réflexion, les membres de Vie Féminine se sont retrouvées massivement, le 29 mai dernier, dans les locaux de l'IHECS, à Bruxelles, pour tenir leur Congrès. C'était l'occasion pour le mouvement féministe de questionner le modèle de société auquel aspirent les femmes, de mettre en débat et aussi en vote «les conditions d'une société égalitaire, solidaire et juste».

Ces revendications en vue d'une société égalitaire, solidaire et juste sont le fruit d'un long processus participatif et d'éducation permanente qui a mobilisé les femmes du mouvement et d'ailleurs. Plus de 300 déléguées des régions ont été invitées à se prononcer sur ces conditions qui touchent de nombreux domaines concrets de la vie des femmes, et à les voter, après de vifs débats.

Ces conditions sont des éléments incontournables pour transformer notre modèle de société en un projet réellement égalitaire, solidaire et juste. Les thèmes défendus touchent des domaines très variés comme:

- Travail de qualité s'équilibrant avec la vie personnelle
- Autonomie financière tout au long de la vie
- Consommation durable, équitable et accessible
- Responsabilité collective des soins aux autres

- Valorisation des professions liées à ces soins
- Temps pour soi
- Libération du poids des stéréotypes sexistes
- Maternité librement choisie et non discriminante
- Lutte contre les violences et les injustices patriarcales
- Prise en compte des besoins et des intérêts des femmes par les politiques et les institutions
- Participation des femmes aux changements et aux luttes féministes
- Construction de solidarités entre femmes.

Pour Vie Féminine, ces éléments sont incontournables d'un changement de société dans laquelle restent prégnants des grands systèmes de domination, à savoir: le patriarcat, le capitalisme et le racisme. C'est notamment ce qu'a réaffirmé la motion politique adoptée à l'unanimité en clôture des débats.

A l'occasion des élections législatives, Vie Féminine a également défendu un modèle de société égalitaire comme une alternative aux nombreuses injustices et inégalités que vivent aujourd'hui les femmes et a rappelé ses revendications socio-économiques en faveur des droits des femmes. En fin de journée, les membres du Mouvement se sont retrouvées sur la Place de la Monnaie pour une action de sensibilisation dans l'espace public. ■

PLUS D'INFO: CONTACTER VIE FÉMININE AU 02/227.13.28 ET CONSULTER LE SITE WWW.VIEFEMININE.BE

Un film autour du voyage-découverte au Burkina Faso

Début décembre, un groupe de onze professionnels et militants des organisations du MOC Liège-Huy-Waremme se sont rendus au Burkina Faso pour un voyage d'immersion, organisé par Solidarité Mondiale, qui leur a permis d'aller à la rencontre de ses partenaires et de découvrir leurs actions (Voir le N° de l'Esperluette de mars 2010).

Basé sur plusieurs heures d'interviews et d'images filmées sur place, un film d'une vingtaine de minutes a été réalisé. Vous pourrez y découvrir de nombreux témoignages des partenaires de Solidarité Mondiale, de la CSC et de la Mutualité Chrétienne, au travers de leurs actions, mais aussi leurs difficultés au quotidien ou encore le travail informel, la situation socio-économique et l'impact de la mondialisation sur l'économie du Burkina Faso, avec pour fil conducteur le thème du travail décent.

Si vous faites partie d'un groupe et que la thématique vous intéresse, les participants du voyage sont disponibles pour animer un échange autour de leur expérience, projeter le film documentaire et répondre à vos questions. ■

INTÉRESSÉ-E, CONTACTEZ NICOLAS LAERMANS
AU 0498/17.18.50
MAIL: LAERMANS@MOCLIEGE.ORG





Fête citoyenne aux Equipes Populaires



Les Equipes Populaires ont rassemblé près de 300 membres, sympathisants et partenaires, autour du thème «*L'action collective, moteur de changement*», ce 29 mai dernier à La Marlagne à l'occasion de leur «*fête citoyenne*».

Le matin, une série de groupes ou d'initiatives locales ont témoigné de l'importance de l'éducation permanente et de l'action citoyenne pour construire une société plus juste et plus solidaire, en particulier en matière de logement, de consommation, de lutte contre la précarité et de participation à la démocratie locale.

A titre d'exemples:

- A Andrimont, Dour et dans le Luxembourg, des groupes de citoyens observent la vie communale et agissent pour avoir leur mot à dire sur ce premier échelon de l'exercice de la démocratie.
- A Waremme et Hautrage, des collectifs d'achat sont créés pour raccourcir les circuits de production et renouer avec le plaisir d'une alimentation saine.
- D'Anderlecht à Mouscron en passant par Hannut et Charleroi, des groupes et des associations se mobilisent pour que le droit au logement soit une réalité, et pas seulement un article de la Constitution.

- A Gilly, Onhaye et Athus, des groupes font entendre leur voix pour porter eux-mêmes des solutions collectives aux problèmes liés à la précarisation des revenus et des conditions de vie.

Une quinzaine d'autres groupes sont venus présenter leur initiative de manière plus informelle, autour d'une table de discussion, à la manière des «*speed dating*». Certains font du théâtre-action pour dénoncer les pièges de l'insertion socioprofessionnelle, d'autres organisent des ciné-débats, d'autres encore agissent pour un mieux-être dans leur quartier de logements sociaux... Des expériences utiles à partager pour qu'elles puissent faire tache d'huile et développer ainsi le réseau d'actions collectives locales indispensables pour faire vivre la citoyenneté, la solidarité et la démocratie.

La journée a aussi été un moment important d'échanges, de convivialité autour d'un verre et d'un barbecue. Elle a aussi été ponctuée d'humour, grâce au One man show de Paolo Doss, ce clown infatigable qui décore l'actualité du monde avec un humour décapant. ■

RENSEIGNEMENTS ET INFORMATIONS:
081/73.40.86 - EQUIPES.POPULAIRES@E-P.BE



Toit, mon toi en vidéo

«*Parce que vivre,
c'est aussi où vivre...
Un logement,
un repère, un abri,
une seconde peau...*»

Derrière la caméra et le micro, Laurence Biron et Stéphane Dumont nous dressent une mosaïque de témoignages des multiples manières de vivre et d'habiter, en ville ou à la campagne, dans un appartement, un logement social, une caravane ou encore dans un habitat groupé. Avec une série de portraits de personnes d'âges, de culture et de milieux sociaux différents, ce documentaire sensible et sobre met en évidence l'importance du logement sur la qualité de vie et sur la santé des habitants. «*Toit mon toi*» montre aussi la diversité de vivre son logement en fonction des ses origines sociales et culturelles, tout en présentant les alternatives à l'habitat traditionnel, comme l'habitat permanent et l'habitat groupé.

C'est enfin un excellent outil pédagogique qui peut être utilisé dans le lancement d'une animation sur ce thème, car il donne la parole à un couple de jeunes qui retape leur appartement, à Philippe qui habite une caravane «*faute de mieux*», un couple de pensionnés qui a choisi la solidarité avec l'habitat groupé... ■

«*TOIT MON TOI*» (DVD DE 24 MINUTES) EST DISPONIBLE AU PRIX DE 20 EUROS.
UN EXTRAIT DU DOCUMENTAIRE EST VISIONNABLE SUR WWW.DAILYMOTION.COM/



La réussite scolaire en milieu populaire: une approche concrète

PAR CHRISTIAN PIRET,
FORMATEUR ISCO

Depuis longtemps, le constat de la reproduction des inégalités sociales via l'école a été établi par les sociologues. En outre, peu de progrès ont été réalisés pour changer cette situation. À ce constat s'en ajoute un autre: l'école légitime les inégalités

sociales en justifiant les réussites et les échecs par l'existence ou non de dons, de capacités, ou par l'existence ou non de l'effort nécessaire et du travail. Si vous avez réussi, c'est parce que vous aviez «*la bosse des math*» (le don), ou parce que vous avez bien travaillé (le courage, l'effort): vous avez donc mérité votre succès. À l'inverse, si vous échouez, c'est donc par manque de don ou de travail. Des sociologues ont aussi expliqué que les réussites et les échecs étaient liés à la reproduction sociale. Déjà en 1964, dans «*Les héritiers*»¹, Pierre Bourdieu démontre

l'importance des différences de capitaux économiques (le patrimoine, les revenus), sociaux (les «*relations*»), culturels (les biens culturels, les connaissances, les diplômes etc), et ce, à grands renforts de statistiques où dominait, notamment, l'importance de la profession du père, des grands-parents.

DES QUESTIONS DE DÉPART ET APPROCHES DIFFÉRENTES

Et pourtant... même si tout cela est, de manière générale, bien réel, comment se fait-il que des jeunes élèves à faibles capitaux économiques, sociaux et culturels, ont une très bonne scolarité et réussissent très bien? Et, à l'inverse, pourquoi des familles aisées ont-elles des enfants en grande difficulté scolaire? C'est la question que s'est posée un autre sociologue français, Bernard Lahire, dans son ouvrage «*Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieu populaire*»². Et c'est une question vraiment intéressante et intrigante car, si Bourdieu montre clairement que l'école largue les enfants de milieu populaire et contribue ainsi à une certaine désespérance, Lahire apporte de l'espoir en montrant qu'il n'y a pas de fatalité et qu'au contraire, la réussite scolaire et sociale est possible en milieu populaire.

À l'école des familles populaires

En mars dernier, le CIEP avait organisé avec le CGÉ (ChanGements pour l'égalité) une journée d'études à Bruxelles centrée sur les relations entre les familles des milieux populaires et l'école, avec comme objectifs de favoriser le dialogue entre l'école et ces familles et de croiser les regards des associations sur la question. En effet, différentes enquêtes et rapports le confirment: les enfants issus des milieux populaires réussissent moins bien à l'école que les autres et ce n'est nullement une question d'intelligence. Il s'agit bien plus d'un écart entre la Culture des familles et celle de l'école qui rend difficile l'accès aux apprentissages. De plus, un lien direct peut être établi entre les résultats scolaires des enfants et le type de relations entre les parents et l'école.

Fort de l'intérêt des différents participants et au vu du succès de cette journée, le CGÉ a publié une étude sur le sujet, qui est «*le fruit d'un long travail collectif mené avec une vingtaine d'associations et quelques écoles pour mettre en commun les expériences et les pratiques, croiser les savoirs et les points de vue*». Elle a aussi privilégié l'écoute des familles pour mieux saisir les attentes et comprendre les difficultés rencontrées à l'école. Cette étude met également en avant les acteurs de l'éducation et du monde de l'école qui travaillent à réduire cet écart, inventent des pratiques qui tiennent compte des différences et imaginent des dispositifs qui favorisent la rencontre et le dialogue.

Disponible sur le site du CGÉ, elle propose également en document attaché les interventions des différents intervenants de la journée d'études. ■

On n'opposera pas ici les deux sociologues sur le fond: ils ont tous les deux raison, même si leur question de départ et leur approche méthodologique sont divergentes. Il est vrai que les déterminismes sociaux sont là, ainsi que la reproduction sociale. Mais il est vrai aussi que ces déterminismes sont généraux, globaux, et qu'ils n'expliquent pas toute la réalité sociale et sa complexité.

La question de départ de Bourdieu est: «L'école favorise-t-elle l'égalité sociale?». Et il y répond par la négative. Par contre, celle de Lahire est «Comment se fait-il que, malgré les déterminismes sociaux qui sont bien réels, certains parviennent à démentir ces déterminismes en réussissant remarquablement à l'école alors qu'ils n'ont pas «les capitaux» apparemment indispensables?»

L'approche de la recherche diverge aussi. Alors que Bourdieu fait intervenir des catégories statistiques larges (le niveau économique des parents, leurs diplômes, etc.), Lahire interroge des familles et s'intéresse particulièrement à ce qu'il appelle «les êtres sociaux concrets», c'est-à-dire à leur rapport à l'écrit (les livres, les journaux, le calendrier, l'agenda, la tenue de comptes...), leurs conditions économiques (la régularité des horaires de travail, l'existence de cadres temporels structurés...), leur ordre domestique (les relations parents-enfants, l'organisation des loi-

sirs, l'heure des repas et des mises au lit...), leur mode d'autorité (semblable ou différent de celui qui existe à l'école...) et aussi leur investissement pédagogique (l'attention aux bulletins, le suivi des devoirs et leçons...). Une des originalités de cette recherche est de ne pas s'attarder aux facteurs d'explication isolés, mais plutôt de cerner des «configurations sociales», cet ensemble de relations pédagogiques, affectives et morales favorisant la réussite scolaire. Un facteur n'est jamais, en soi, déterminant mais un ensemble de relations expliquera plutôt l'attitude de l'enfant vis-à-vis des exigences scolaires.

UN SUJET DE RECHERCHE POUR L'ISCO

Cette démarche et le sujet de cette recherche sont particulièrement interpellants et pourraient passionner les étudiants ISCO dans le cadre de leur mémoire. En effet, les chemins de la réussite scolaire en milieu populaire sont un sujet d'étude passionnant. Et l'approche par la méthode des interviews approfondies de familles peut être réalisée par des étudiants intéressés, tout en étant soutenue par un cadre théorique et des hypothèses de travail suffisamment claires et développées dans le livre de Bernard Lahire. En outre, la lecture de ces 26 «Tableaux de familles» est bien agréable et compréhensible... On pourrait imaginer que des étudiants ISCO approfondissent cette analyse et apportent ainsi leur pierre à l'étude de la démocratisation de l'enseignement.

QUESTION EN DÉBAT

Reste une question non résolue par ce type de recherche: si l'on investigate ainsi du côté des familles, peu est fait, pour ne pas dire rien, dans la recherche de Lahire, sur les efforts à réaliser par l'école elle-même. Mais mettre à jour ce qui se passe dans les familles dans leurs rapports avec l'école, est, sans doute, une approche utile, quoique incomplète, mais à mettre obligatoirement en relation ensuite avec les exigences, fondées ou non, de l'école et des écoles!

1. BOURDIEU, P. et PASSERON, J.-Cl., *Les héritiers*, Paris, Edition de Minuit, 1964.
2. LAHIRE, B., *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieu populaire*, Paris, Edition Gallimard-Le Seuil, 1995 (Collection hautes Etudes); 2e édition, 1997.

Les visages de la crise de l'accueil des demandeurs d'asile

Le CIRé et son homologue flamand viennent de publier une brochure d'information «Les visages de la crise de l'accueil» destinée à un large public afin de faire connaître la situation vécue par les sans papiers. Elle comprend de nombreux témoignages, des histoires fortes, des textes explicatifs engagés et des illustrations qui permettent de faire le point sur la situation des demandeurs d'asile aujourd'hui en Belgique et qui demandent d'urgence des solutions pour en sortir.

«Chaque jour, des hommes, des femmes et des enfants qui ont fui leur pays, arrivent en Belgique pour demander asile. Ils sont à la recherche de protection, dans un pays sûr. Selon la loi belge, ils ont droit à un accueil digne. Or, depuis l'été 2008, ce droit n'est plus assuré pour tous. Le réseau d'accueil des demandeurs d'asile est saturé. Plusieurs milliers d'entre eux se retrouvent dans des structures inadaptées, à la rue ou sont hébergés à l'hôtel, livrés à eux-mêmes». Au travers du regard des demandeurs d'asile et des travailleurs, cette brochure dénonce la crise actuelle vécue par l'accueil des demandeurs d'asile, tout en retraçant son origine, en mettant en évidence sa complexité et les différents acteurs qui y sont confrontés, mais aussi en faisant des recommandations politiques. Les témoignages poignants nous font prendre conscience des difficultés vécues par les personnes qui débarquent dans un pays inconnu et qui se retrouvent à la rue ou livrées à elles-mêmes dans un hôtel. Cette brochure fait également le point sur les différentes prises de position de responsables politiques et braque un coup de projecteur sur des initiatives prises par des quidams.

En parallèle, un site www.crisedelaccueil.be a été ouvert, où la brochure est téléchargeable en version PDF et où les témoignages sont accessibles. ■



Dates à épingler

ACTIVITÉS LOISIRS ET VACANCES DU CIEP LUXEMBOURG

Durant tout l'été, Loisirs et Vacances vous propose son cycle de programmes d'activités culturelles et visites guidées variées qui vous feront notamment découvrir les villes de Bar-le-Duc, Vianden, Arlon, Leuven, ainsi qu'une excursion en Hainaut.

INFORMATION ET INSCRIPTION:
CIEP-LOISIRS & VACANCES
39 RUE DES DÉPORTÉS 6700 ARLON
TÉL.: 063/21.87.38
MAIL: LOISIRSETVACANCES-LUX@MOCLUX.BE
WWW.LOISIRSETVACANCES-LUX.COM

NOUVEAUX GROUPES ISCO à BRUXELLES ET VERVIERS

La formation ISCO-Bruxelles démarrera le WE du 2 et 3 octobre 2010. Des séances d'information sont prévues aux dates suivantes: 1^{er} septembre à 18h et le 6 septembre (de 12h30 à 14h30).

LIEU: MOC DE BRUXELLES 19,
RUE PLÉTINGX 1000 BRUXELLES (5^E ÉTAGE)
INFO ET INSCRIPTION:
NATHANAËLLE ADAM AU 02/557.88.39
MAIL: NATHANAELLE.ADAM@MOCBXL.BE

La formation ISCO-Verviers Des séances d'information sont organisées le 29 juin au MOC (rue du Centre, 81 à Verviers)

INFORMATION: MICHELINE PAQUAY AU
CIEP-MOC RUE DU CENTRE, 81
4800 VERVIERS
TÉL.: 087/33.77.07
MAIL: MICHELINE.PAQUAY@MOC.ESPACE28.BE

NOUVEAU GROUPE BAGIC

Démarrage: le 18 octobre 2010
L'inscription se fait suite à un entretien préalable.

RENSEIGNEMENTS: CHRISTIAN BOUCQ
0477/53.00.28
SÉCRÉTARIAT: FRANCINE BAILLET
02/246.38.41
COURRIEL: BAGIC@CIEP.BE
VOIR AUSSI NOTRE SITE [HTTP://WWW.CIEP.BE](http://WWW.CIEP.BE)

LA BOURSE OU LA VIE? SEMAINE D'ÉTUDES DE VIE FÉMININE

DATES: 1^{ER} AU 3 JUILLET 2010
LIEU: ABBAYE DE FLOREFFE
RUE DU SÉMINAIRE, 7 - 5150 FLOREFFE
INFORMATION ET INSCRIPTION: VIE FÉMININE -
RUE DE LA POSTE, 111 - 1030 BRUXELLES
TÉL.: 02/227.13.00
COURRIEL: INSCRIPTIONS@VIEFEMINE.BE
WWW.VIEFEMINE.BE

RENCONTRES PÉDAGOGIQUES D'ÉTÉ (RPE)

Différents ateliers pédagogiques variant de 3 à 6 jours entre le 17 et le 22 août.

En journée: formation et possibilité d'ateliers pour les enfants; en soirée: conférences-débats, projection et soirée festive. Logement et librairie sur place.

DATES: DU 17 AU 22 AOÛT
LIEU: CENTRE CULTUREL MARCEL HICTER,
LA MARLAGNE (WÉPION)
PROGRAMME, INFO ET INSCRIPTION: CGÉ,
CHAUSSÉE DE HAECHE, 66
1210 BRUXELLES
TÉL.: 02/218.34.50
FAX.: 02/218.49.67
MAIL: INFO@CHANGEMENT-EGALITE.BE
INSCRIPTION POSSIBLE EN LIGNE ET PROGRAMME
ACCESSIBLE VIA LE SITE INTERNET:
WWW.CHANGEMENT-EGALITE.BE

Adresses des centres régionaux du Ciep

BRABANT WALLON
boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES
rue Plétingx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN
boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE
rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE
La Louvière:
rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

Mons:
rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL
Tournai:
av. des États-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:
rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31
Mouscron:
rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME
Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

Huy:
av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG
rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR
place l'Ilon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS
rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST
VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
e-mail: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique